



OPERATION
REAMENAGEMENT PARTIEL DE L'ECOLE DU LOUVRE

REGLEMENT de la CONSULTATION

- R.C. -

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE OUVERT

Objet :

Marchés de travaux

Lot 01 : Démolition / Gros œuvre / Plâtrerie / Sols / Peintures

Lot 02 : Serrurerie

Lot 03 : Menuiseries Intérieures

Lot 04 : Electricité CFO CFA - SSI

Lot 05 : CVC Plomberie

Remise des offres fixée au mardi 2 février 2021 à 12h00

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1 - ALLOTISSEMENT	3
1.2 - MODALITES DE PARTICIPATION A LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1 - MODE DE LA CONSULTATION	4
2.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS	4
2.3 - COMPLEMENTS AU C.C.T.P.	4
2.4 - VARIANTES	4
2.5 - DELAIS D'EXECUTION	5
2.6 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	5
2.7 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	5
ARTICLE 3 - COMPOSITION DU D.C.E ET PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	6
3.1 - COMPOSITION ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	6
3.2 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :	7
3.2.1 Dossier de candidature - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat	7
3.2.2 Projet de marché	8
ARTICLE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
4.1 - CRITÈRES DE JUGEMENT	9
4.2 - UNITE MONETAIRE ET MODALITES DE REGLEMENT	11
4.3 - NEGOCIATIONS	11
ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	11
ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES	12
6.1 - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE	12
6.2 - VISITE DES LIEUX	12

REGLEMENT de la CONSULTATION

PREAMBULE

Pour cette consultation, les candidats doivent obligatoirement transmettre leur offre sous la forme dématérialisée (et non plus par voie papier) uniquement sur le profil acheteur PLACE <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Une copie de sauvegarde présentée sur support physique électronique (CD-Rom ou clé USB ou support papier) peut être envoyée dans les mêmes délais par voie postale ou remise contre récépissé en main propre.

Les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation PLACE.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation de l'OPPIC, en « dernière minute ».

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

La visite des espaces concernés par les travaux préalablement à la remise d'une offre est obligatoire. Les modalités de participation à ces visites sont indiquées à l'article 6.2 du présent Règlement de la Consultation.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

L'opération de travaux, objet de la présente consultation, porte sur le réaménagement partiel des espaces intérieurs de l'Ecole du Louvre qui occupe une partie de l'Aile Flore du palais du Louvre - 1^{er} arrondissement de Paris.

1.1 - ALLOTISSEMENT

Les prestations sont décomposées en cinq (5) lots séparés :

- **Lot 01 : Démolition / Gros œuvre / Plâtrerie / Sols / Peintures**

Qui comprend notamment : les installations de chantier extérieures et intérieures ; tous travaux de déconstruction et de curage ; les percements pour agrandissement ou création de passages ; la réalisation de cloisonnements et faux-plafonds ; le remplacement de sols souples ; carrelages ; travaux d'enduit et peinture sur fonds neufs ou anciens en mur et plafonds ; travaux de peinture sur menuiseries bois neuves ; le nettoyage avant OPR et nettoyage complet de livraison ; autres.

- **Lot 02 : Serrurerie**

Qui comprend notamment : la fourniture et la pose d'ensembles menuiseries vitrées laiton compris portes et ouvrages CF ; la fourniture et la pose de plaques laiton en couverture de caniveaux techniques ; l'adaptation de 3 fenêtres existantes classées pour création d'ouvrants de désenfumage ; autres.

- **Lot 03 : Menuiseries Intérieures**

Qui comprend notamment : la pose et fourniture de blocs portes bois, plancher technique bois ; habillage panneaux contre-plaqué stratifié chêne ; la fourniture et la pose de miroirs décoratifs ; la réalisation de façades de gaines techniques - CF ½ ; la réalisation de façade de placards ; autres.

- **Lot 04 : Electricité CFO CFA SSI**

Qui comprend notamment : les créations et adaptations d'armoires divisionnaires ; les câblages et terminaux CFO et cfa ; les éclairages ; les adaptations et compléments du dispositif SSI compris essais et mise en service ; l'adaptation du dispositif de contrôle d'accès existant (portiques, système de comptage, ...) ; la réalisation d'une boucle d'information magnétique ; l'adaptation du dispositif VDI compris reprises armoire et câblages en sous-sol ; la fourniture et l'installation d'écrans (écran de projection, dynamique ; d'information) ; autres.

- **Lot 05 : CVC Plomberie**

Qui comprend notamment : le curage de réseaux non réutilisés ; l'adaptation et le complément des réseaux de soufflage ; la modification de gaines et réseaux en plafond ; l'adaptation et le complément des réseaux EU, EF et ECS et équipements ; les déplacements et ajouts de ventilo-convecteurs et batteries terminales ; la dépose d'appareils sanitaires existants et l'installation d'équipements neufs ; l'équipement d'un espace tisanerie ; les mesures, analyses et essais nécessaires à la mise en service des installations neuves et modifiées ; autres.

1.2 - MODALITES DE PARTICIPATION A LA CONSULTATION

Le cas échéant, les candidats peuvent soumissionner sous forme de groupement d'entreprises solidaire ou conjoint, en application des articles R. 2142-19 à R. 2142-24, R. 2142-26 et R. 2142-27 du Code de la commande publique. Toutefois, conformément à l'article R. 2142-22 alinéa 1 du Code de la commande publique, le groupement attributaire du marché devra revêtir la forme de groupement solidaire avec solidarité du mandataire.

La forme du groupement retenue par le pouvoir adjudicateur pour s'assurer de la bonne exécution du marché tient compte de la nature allotie des prestations et de la prévention de la défaillance d'un membre du groupement.

Les candidats peuvent candidater à un ou plusieurs lots.

Ils ne sont autorisés à présenter qu'une seule candidature et offre par lot soit en qualité de candidat individuel, soit en qualité de membre d'un groupement, sous peine de rejet de leur candidature.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - MODE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la commande publique.

2.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS

2.2.1 - Décomposition en tranches

Sans objet.

2.2.2 - Décomposition en lots

La présente consultation porte sur les lots suivants :

- Lot 01: Démolition / Gros œuvre / Plâtrerie / Sols / Peintures
- Lot 02: Serrurerie
- Lot 03: Menuiseries Intérieures
- Lot 04: Electricité CFO Cfa - SSI
- Lot 05: CVC Plomberie

2.3 - COMPLEMENTS AU C.C.T.P.

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.4 - VARIANTES

Variantes imposées (anciennement appelées « options ») :

- **Variante imposée n° 1** = « Prise en compte des mesures de chantier relatives à la lutte contre la propagation du virus COVID 19 »

L'objet détaillé de cette variante est détaillé dans l'annexe n°3 au CCAP : Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé PGCSPS, et dans la Notice d'organisation de chantier (Annexe 2 au CCAP).

Les lots concernés par la variante n°1 sont les suivants : 01, 02, 03, 04 et 05.

- **Variante imposée n°2** = « Aménagement de 2 issues de secours côté Seine au RdC inférieur »

L'objet détaillé de cette variante est détaillé dans les CCTP des lots concernés.

Les lots concernés par la variante n°2 sont les suivants : 02 et 04.

Le choix de retenir la ou les variantes imposées s'effectuera au moment de l'analyse des offres. Le cas échéant, celles-ci seront intégrées au marché avant sa notification.

Le chiffrage de chaque variante imposée est obligatoire sous peine de rejet des offres.

	Lot 01	Lot 02	Lot 03	Lot 04	Lot 05
Variante imposée n°1 = « Prise en compte des mesures de chantier relatives à la lutte contre la propagation du virus COVID 19 »	x	x	x	x	x
Variante imposée n°2 = « Aménagement de 2 issues de secours côté Seine au RdC inférieur »	S.O.	x	S.O.	x	S.O.

Variantes libres (variante classique à l'initiative du candidat) :

Indiquer si les variantes libres sont autorisées pour tous les lots ou seulement quelques lots en particulier.

La recevabilité de l'offre et des variantes est conditionnée par le dépôt d'une offre de base.

Les variantes éventuellement proposées devront faire l'objet d'un acte d'engagement, ainsi que d'un mémoire spécifique et d'un chiffrage séparés de l'offre de base.

Dans ce cadre, le candidat pourra proposer des modalités techniques de mise en œuvre qui pourraient permettre d'alléger les contraintes liées à l'exécution des prestations, apporter une économie significative sur les coûts et/ou viser à ou une optimisation du calendrier de l'opération.

En revanche, les variantes libres éventuellement proposées par le candidat devront respecter les caractéristiques techniques, dimensionnelles, et fonctionnelles des ouvrages décrits au CCTP et dans les pièces écrites et graphiques du dossier de consultation. Elles ne peuvent en aucun cas porter sur l'esthétique du projet et ses contraintes patrimoniales.

Les candidats à chaque lot ne pourront pas proposer des variantes ayant un impact sur l'exécution des autres lots.

Le choix éventuel sur les variantes imposées et/ou les variantes libres proposées et retenues s'effectuera au moment de l'analyse des offres. Celles-ci seront intégrées au marché avant sa notification.

2.5 - DELAIS D'EXECUTION

Les stipulations relatives aux délais d'exécution sont fixées dans l'acte d'engagement, et ne peuvent en aucun cas être changées.

2.6 - MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard **6** jours ouvrés avant la date limite fixée pour la réception des offres des modifications au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à l'article 1 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 3 - COMPOSITION DU D.C.E ET PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1 - COMPOSITION ET MISE A DISPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le DCE se compose des pièces suivantes :

- **L'Acte d'Engagement (A.E.) et son annexe**

1. Demande d'acceptation du ou des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement du ou des contrat(s) de sous-traitance

- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes**

1. Calendrier prévisionnel d'exécution des études et des travaux
2. Notice d'organisation de chantier
3. Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé PGCSPPS
4. Rapport initial du contrôleur technique RICT
5. Système informatique de gestion financière des marchés de travaux
6. Diagnostic amiante
7. Diagnostic plomb
8. Notice de sécurité

- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières Lot 00 (C.C.T.P. Lot 00)**

- **Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) par lot**

- **Les plans du maître d'œuvre et autres pièces graphiques**

PE01	Notice architecturale
PE02	Tableau de surfaces
PE03	Notice Accessibilité
PE04	Plans Installation Chantier
MM01	Descriptif détaillé mobilier

PLANS ARCHITECTURAUX

PLANS GENERAUX

PG01	Plans RC - S1A	1.50e
PG02	Plan S1	1.50e
PG03	Façades Nord / Sud	1.100e
PG04	Coupes FF/GG/HH/II/JJ/KK/MM/NN	1.50e
PG05	Coupes AA/BB/CC/DD/LL/OO	1.50e
PG06	Coupes EE/PP/QQ	1.50e
PG07	Plans Faux-Plafonds S1 - RC	1.50e

DETAILS

PG08	Carnet de détails - Menuiseries Extérieures	
PG09	Carnet de détails - Menuiseries Intérieures Acier	1.20e
PG10	Carnet de détails - Sanitaires	1.20e
PG11	Carnet de détails - Mobilier	1.20e
PG12	Carnet de matériaux	

NOMENCLATURES

PG13	Nomenclature des Menuiseries extérieures
PG14	Nomenclature des Menuiseries intérieures

VARIANTES

PG15	Carnet technique - Variante LOT T02
------	-------------------------------------

PLANS TECHNIQUES

DEMOLITION

DEM01	S1	1.50e
DEM02	RC - S1A	1.50e

CHAUFFAGE VENTILATION CLIMATISATION

CVC/PLB01	plan S2 Zone A – Modification sur Existant-Projet	1.50e
CVC/PLB02	plan S2 Zone B – Modification sur Existant-Projet	1.50e
CVC/PLB03	plan S1 Zone A – Modification sur Projet	1.50e
CVC/PLB04	plan S1 Zone B – Modification sur Projet	1.50e
CVC/PLB05	plan S1A Zone A – Modification sur Projet	1.50e
CVC/PLB06	plan S1A Zone B – Modification sur Projet	1.50e
CVC/PLB07	plan RC Zone B – Modification sur Projet	1.50e

ELECTRICITE

ELEC01	plan Terminaux CFO-CFA-SSI Niveau S1	1.50e
ELEC02	plan Terminaux CFO-CFA-SSI Niveaux RC-S1A	1.50e

- **Les cadres de décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).**

- **L'attestation de visite préalable avant remise d'une offre**

établie selon le modèle en annexe 1 au présent Règlement de la Consultation et conformément aux dispositions mentionnées à l'article 6.2.

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition de chaque candidat en téléchargement depuis la plate-forme de dématérialisation de l'OPPIC :

<https://www.marches-publics.gouv.fr> Le téléchargement du dossier pourra se faire librement sans inscription préalable sur la plate-forme. Une assistance en ligne y est accessible.

ATTENTION : l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence d'inscription auprès de la plate-forme, ils ne seront pas automatiquement informés des éventuelles modifications et compléments apportés au dossier.

La participation à une visite du site préalablement à la remise de l'offre est obligatoire sous peine de rejet de l'offre pour non-conformité.

3.2 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :

Les candidats ont à produire un dossier comprenant une candidature et une offre. Elles seront entièrement rédigées en langue française.

3.2.1 Dossier de candidature - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Présentation d'une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;
- Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>);
- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français ;

S'il s'appuie, pour présenter sa candidature, sur les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, le candidat produira les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur public. Le candidat devra également apporter la preuve que chacun de ces opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires, pendant toute la durée d'exécution du marché public.

Par ailleurs, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un **DUME** (document unique de marché européen) électronique, établi conformément au modèle fixé par le [règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type](#) (en lieu et place des documents mentionnés au 3.2.1).

Le DUME électronique peut être rempli sur le lien suivant : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Le DUME doit être rédigé en français.

Avertissement

Le marché ne pourra être attribué au titulaire provisoire que lorsque celui-ci aura produit à l'acheteur les documents administratifs ci-après (s'il ne les a pas déjà fournis à l'appui de sa candidature), dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de la demande de l'acheteur :

- Une attestation conforme aux exigences et conditions fixées par le CCAP (article assurances) ;
- Afin de démontrer qu'il ne rentre pas dans les interdictions de soumissionner obligatoires et générales listées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique, les documents prévus aux articles R. 2143-5 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

3.2.2 Projet de marché

Le projet de marché comprendra :

- **Un acte d'engagement (A.E.)** - cadre ci-joint à compléter
Seul l'attributaire du marché devra signer son acte d'engagement.

Pour les sous-traitants désignés au marché, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5.2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 6 de l'acte d'engagement.

- **La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)** en euros suivant le cadre imposé

Il est précisé que les candidats devront effectuer toutes les vérifications et apporter les compléments qu'ils jugeront nécessaires sans modifier le cadre. Le ou les prix proposés devront comporter tout ce qui concerne le complet achèvement des prestations ainsi que toutes les sujétions figurant à l'article 3.2.1 du CCAP.

Il est précisé que les quantités renseignées préalablement dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire du dossier de consultation des entreprises sont données à titre d'information. Le candidat devra impérativement procéder à sa propre évaluation des quantités selon les pièces écrites et graphiques du DCE.

Les candidats devront effectuer toutes les vérifications et apporter les compléments qu'ils jugeront nécessaires à ce cadre. Le ou les prix proposés devront comporter tout ce qui concerne le complet achèvement des prestations.

- **Un mémoire technique** détaillé

Le mémoire devra contenir les éléments suivants :

- La liste des fournisseurs pour les principaux produits industriels et matériaux de construction mis en œuvre dans le cadre du marché. Les références et documents techniques (marque, fiche technique, label le cas échéant, norme le cas échéant...) des principales fournitures prévues. Les dispositions prises en compte par l'entreprise en termes de stratégie de développement durable dans le choix des produits proposés par ces fournisseurs. Les modalités de recyclage des matériaux de démolition qui pourront être mise en œuvre.
- La description technique, des procédés et méthodes de réalisation envisagés et description des installations provisoires spécifiques au lot.
- L'analyse des principes généraux d'organisation des travaux objet du marché ainsi que l'analyse détaillée du calendrier prévisionnel de l'opération. La prise en compte de la période estivale durant laquelle se déroulera l'opération, et l'anticipation des courts délais. Les délais de fabrication et d'approvisionnement des principales fournitures prévues.
- Les moyens humains que l'entreprise envisage de mettre en œuvre pour l'exécution des prestations prévues au marché pour les études préparatoires et d'exécution, l'encadrement général du chantier et l'encadrement des prestations du lot et la réalisation des ouvrages (fonctions, profils, organisation générale de l'équipe, expérience de l'équipe, organisation inter-entreprises en cas groupement et de sous-traitance...). Le cas échéant la transmission du plan de formation de l'entreprise en matière de risques liés à la sécurité et à la santé des travailleurs notamment en présence d'agents chimiques ou équivalent.
- La description des principaux outils spécifiques de production, matériels et engins que l'entreprise envisage de mettre en œuvre pour la réalisation des travaux.
- La description détaillée de la manière dont le candidat a pris en compte des conditions particulières d'intervention : Site patrimonial classé MH ; Présence de public, des élèves et des agents; Consignes particulières d'accès et de livraison ; Environnement du site ; Permis feux ; Limitations des émissions de poussières ; Limitation des nuisances sonores et prise en compte des plages horaires autorisées pour les travaux bruyants ; Dispositions envisagées pour répondre aux contraintes environnementales et notamment à la gestion raisonnée des besoins en eau et en énergie.

ATTENTION : La remise de ce mémoire est obligatoire. L'offre sera déclarée non conforme en cas d'absence de remise du mémoire.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire constitueront le principal élément d'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l'article 4.1.2 du présent Règlement de la Consultation.

La participation du candidat à une visite préalable du site avant remise d'une offre est obligatoire sous peine de rejet de l'offre. Les modalités de la visite sont indiquées à l'article 6.2 du présent règlement de la consultation.

ARTICLE 4 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

4.1 - CRITÈRES DE JUGEMENT

4.1.1- Critère de jugement des candidatures

Sur la base des justifications remises, la liste des candidats déclarés recevables sera établie en tenant compte de la pertinence des références ainsi que des garanties professionnelles et financières présentées.

Régularisation des candidatures :

En cas de pièces de la candidature absentes ou incomplètes, la personne publique pourra demander aux candidats concernés de régulariser leurs dossiers de candidatures, en application de l'article R. 2144-2 du Code de la commande publique. Cette régularisation des candidatures sera effectuée dans un délai approprié fixé par la personne publique.

Or, si à l'issue du délai imparti pour régulariser leurs dossiers de candidature, les opérateurs économiques n'ont toujours pas produit les documents demandés, ou si la personne publique décide de ne pas demander la régularisation des candidatures, celles-ci seront déclarées irrecevables et éliminées.

4.1.2 – Critères de jugement des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article R. 2152-7 du Code de la commande publique.

Concernant les critères permettant de juger de l'offre économiquement la plus avantageuse, il sera tenu compte des critères suivants énoncés ci-dessous avec leur pondération.

1 – le prix noté sur 10 - Coefficient de pondération de 40%

a) – cohérence des éléments constitutifs du prix portés dans la DPGF notée sur 3

Les candidats dont les offres financières seront jugées incohérentes pourront être questionnés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

b) – prix global noté sur 7

L'offre financière conforme la plus basse se verra affecter la note maximale. Les autres propositions seront notées par rapport à cette offre selon la formule suivante :

$$\text{Note} / 7 = (\text{offre la moins disante} / \text{offre notée}) \times 7$$

2- La valeur technique notée sur 10 - selon mémoire technique du candidat - Coefficient de pondération de 60%

L'analyse de la valeur technique des offres sera faite au regard des éléments développés par le candidat dans le mémoire technique joint au projet de marché, en tenant compte des éléments demandés aux candidats dont la liste est détaillée à l'article 3.2.2 du présent règlement de la consultation, selon les sous critères indiqués pour chaque lot au présent article du règlement de la consultation.

La valeur technique des offres sera analysée en fonction des informations contenues dans le mémoire technique du candidat sur la base de la grille de notation suivante :

- 1er sous critère : Fournitures : noté sur 2 points

Pertinence par rapport au marché de la liste des fournisseurs pour les principaux produits industriels et matériaux de construction mis en œuvre dans le cadre du marché. Qualité des références et documents techniques (marque, fiche technique, label, norme...) des principales fournitures prévues. Dispositions prises en compte par l'entreprise en termes de stratégie de développement durable dans le choix des produits proposés par ces fournisseurs. Modalités de recyclage des matériaux de démolition qui pourront être mise en œuvre.

- 2nd sous critère : Réalisation technique : noté sur 2 points

Précision de la description technique, des procédés et méthodes de réalisation envisagés et de la description des installations provisoires spécifiques au lot.

- 3ème sous-critère : Planning prévisionnel : noté sur 2,5 points

Analyse des principes généraux d'organisation des travaux objet du marché ainsi que l'analyse détaillée du calendrier prévisionnel de l'opération. La prise en compte de la période estivale durant laquelle se déroulera l'opération, et l'anticipation des courts délais. Les délais de fabrication et d'approvisionnement des principales fournitures prévues.

- 4ème sous critère : Moyens humains : noté sur 1 point

Cohérence par rapport au marché des moyens humains que l'entreprise envisage de mettre en œuvre spécifiquement pour l'exécution des prestations prévues au marché pour les études préparatoires et d'exécution, l'encadrement général du chantier et l'encadrement des prestations du lot et la réalisation des ouvrages (fonctions, profils, organisation générale de l'équipe, expérience de l'équipe, organisation inter-entreprises en cas groupement et de sous-traitance...). Le cas échéant la transmission du plan de formation de l'entreprise en matière de risques liés à la sécurité et à la santé des travailleurs notamment en présence d'agents chimiques ou équivalent.

- **5^{ème} sous critère : Moyens matériels :** noté sur 0,5 point

Pertinence des principaux outils spécifiques de production, matériels et engins que l'entreprise envisage de mettre en œuvre pour la réalisation des travaux.

- **6^{ème} sous critère : Conditions particulières d'intervention :** noté sur 2 points

Pertinence de la manière de prendre en compte des conditions particulières d'intervention : Site patrimonial classé MH ; Présence de public, des élèves et des agents; Consignes particulières d'accès et de livraison ; Environnement du site ; Permis feux ; Limitations des émissions de poussières ; Limitation des nuisances sonores et prise en compte des plages horaires autorisées pour les travaux bruyants ; Dispositions envisagées pour répondre aux contraintes environnementales et notamment à la gestion raisonnée des besoins en eau et en énergie.

Variantes libres (variante classique à l'initiative du candidat)

Il est rappelé que les variantes classiques à l'initiative du candidat sont autorisées, pour l'ensemble des lots de la consultation dans la mesure où elles respectent très exactement les caractéristiques techniques, dimensionnelles, et fonctionnelles des ouvrages décrits au CCTP et dans les pièces écrites et graphiques du dossier de consultation. Il est également rappelé qu'elles ne peuvent en aucun cas porter sur l'esthétique du projet et ses contraintes patrimoniales.

Concernant les variantes libres autorisées : les offres conformes à la solution de base et les offres variantes seront tout d'abord analysées de façon séparée. La meilleure offre en solution de base et la meilleure offre en solution variante seront ensuite comparées.

Variantes imposées (anciennement appelées « options ») :

Les variantes imposées varient en fonction des lots. Elles sont rappelées à l'article 2.4 du présent règlement de la consultation Il est rappelé que le choix sur la variante retenue s'effectuera au moment de l'analyse des offres selon l'intérêt technique et financier présenté. Les offres seront jugées en tenant compte de la sélection ou de la non-sélection de la variante.

Classement final :

L'offre économiquement la plus avantageuse sera déterminée par comparaison des notes finales résultant des notes attribuées à la valeur technique et au prix pondérés des coefficients indiqués.

Examen des offres :

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et les autres montants seront rectifiés en conséquence.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix ; en cas de refus, son offre sera éliminée car non cohérente.

Régularisation des offres :

En vertu de l'article R. 2152-2 du Code de la commande publique, et dans le cas où des négociations ne sont pas menées avec les candidats, la personne publique se réserve la possibilité d'autoriser les candidats à régulariser leurs offres irrégulières dans un délai approprié, dans le cas où les offres n'ont pas été jugées comme anormalement basses.

Lorsqu'elle use de cette faculté, la régularisation des offres n'a pas pour effet de modifier substantiellement les caractéristiques des offres.

A défaut, les offres irrégulières, inappropriées et inacceptables sont éliminées.

4.2 - UNITE MONETAIRE ET MODALITES DE REGLEMENT

Les candidats sont informés que la personne publique souhaite conclure le marché en EURO.

Les modalités de règlement sont définies à l'article 3.5 du CCAP.

4.3 - NEGOCIATIONS

En application de l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Après examen des offres, des négociations avec les candidats pourront avoir lieu. Elles seront conduites dans de strictes conditions d'égalité. Les négociations pourront avoir pour objet de permettre aux candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables de les rendre régulières ou acceptables, dans le cas où ces offres n'ont pas été considérées comme anormalement basses.

Les candidats pourront être invités par le représentant du pouvoir adjudicateur à préciser, compléter ou modifier leur offre, sans pour autant qu'il soit porté de modifications substantielles au cahier des charges.

Au terme de ces négociations, le représentant du pouvoir adjudicateur désigne un attributaire à titre provisoire. Le marché ne pourra être attribué définitivement au candidat s'il ne produit pas dans le délai imparti à l'article 3.2.1 (« Avertissement ») les documents visés à ce même article.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et offres seront obligatoirement remises par voie électronique sur la plateforme du profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Une assistance en ligne y est accessible.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-avant ne seront pas retenus.

Prérequis : les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme de dématérialisation susmentionnée.

Le dépôt du pli électronique de réponse à la présente consultation n'est possible que si le candidat s'est inscrit sur la plateforme de l'OPPIC (profil acheteur PLACE), après avoir créé un compte entreprise (renseignements demandés : notamment SIRET, mail, entreprise...).

Ce compte pourra servir pour toutes les phases d'échanges avec les candidats.

Les formats de fichiers préconisés sont les suivants : .doc / .rtf / .pdf / .xls ou tableur / image : JPEG ou TIFF CCIT groupe IV (format volumineux).

Ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe", les formats vidéo ;

- Ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros" ;

- Faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse (préconisations : < 500 mégas octets) ;

L'administration se réserve le droit de convertir les formats dans lesquels ont été encodés les fichiers, afin d'assurer leur lisibilité.

Tous les fichiers envoyés devront être traités préalablement à l'anti-virus, à charge de l'entreprise candidate. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité par l'acheteur. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur pli ou de contacter le support technique de la plateforme de dématérialisation de l'OPPIC, en « dernière minute ».

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

En complément de l'offre sur la plateforme PLACE, les candidats pourront éventuellement transmettre une copie de sauvegarde comme mentionné au préambule dans les mêmes délais que la remise de l'offre. L'enveloppe intérieure contiendra une copie de sauvegarde et indiquera le nom du candidat et le nom de l'opération.

L'enveloppe extérieure portera **impérativement** la mention :

« Ecole du Louvre/MAPA ouvert- Lot XX (à compléter) – Copie de sauvegarde – **NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER** »

OPPIC
Département des marchés et des affaires juridiques
30 rue du château des rentiers
CS 61336
75647 Paris cedex 13.

Ou remis contre récépissé à la même adresse, bureau 358 3^{ème} étage de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 17h 30 du lundi au jeudi et de 9h30 à 12h30 et de 14h30 à 16 heures le vendredi.

L'expéditeur devra tenir compte des délais postaux, la personne publique ne pouvant être tenue pour responsable des problèmes d'acheminement du courrier.

Les envois seront faits sous la seule responsabilité de l'expéditeur jusqu'à réception et enregistrement par le service destinataire.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

6.1 - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Pour obtenir des renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient utiles lors de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard **8** jours ouvrés avant les date et heure limites, une demande via la plateforme PLACE.

En application de l'article R. 2132-6 du Code de la commande publique, les renseignements complémentaires portant sur le cahier des charges seront communiqués par le représentant du pouvoir adjudicateur, via la plateforme de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) **5** ouvrés jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

6.2 - VISITE DES LIEUX

En raison de la nature des prestations à réaliser, la visite préalable des ouvrages concernés par l'opération objet de la présente consultation est obligatoire pour l'ensemble des lots afin de satisfaire aux dispositions prévues par l'article 8.1 « Connaissance des lieux » du CCAP.

En conséquence, **la participation à une visite du site préalablement à la remise de l'offre est obligatoire sous peine de rejet de l'offre pour non-conformité.**

Les visites pourront avoir lieu pendant la période du 4 janvier 2021 au 29 janvier 2021, du lundi au vendredi, de préférence le matin à 10h ; toutefois des visites pourront être envisagées l'après-midi (du lundi au vendredi) à certaines dates.

Les candidats sont informés qu'ils pourront effectuer une visite jusqu'à la date du 29 janvier 2021. Aucun rendez-vous ne pourra avoir lieu, passé cette date.

Les propositions de dates souhaitées par le candidat pour la visite sont à soumettre par mail à :

Mme Laxmi Seval
Courriel : l.seval@oppic.fr
Tel. : 06 35 42 93 74

La participation effective à la visite devra être confirmée par l'entreprise au minimum 24 h avant.

Les créneaux possibles de visite seront accordés en fonction des possibilités d'accueil sur le site et des contraintes liées aux conditions particulières que nécessite la protection des visiteurs et agents, vis-à-vis de la propagation du virus COVID 19 :

- visite limitée à un groupe de 9 visiteurs + 1 accompagnant
 - port obligatoire du masque (apporté par le visiteur),
 - distance d'un mètre minimum entre chacun,
 - **signature de l'attestation de visite par l'entreprise et par l'accompagnant Oppic ou Ecole du Louvre** selon le modèle d'attestation figurant en annexe 1 au présent Règlement de la consultation.
- L'attestation de visite sera établie en 2 exemplaires dont l'un sera remis au candidat et le second conservé par l'OPPIC pour attester de la participation du candidat à une visite préalable avant remise de son offre.

Les espaces de l'Ecole du Louvre étant soumis à des règles strictes de contrôle d'accès, en l'absence d'une demande effectuée comme précisé dito, les visiteurs ne pourront en aucun cas pénétrer sur le site.

Le point de rendez-vous est fixé devant la porte Jaujard Place du Carrousel.

Pour des raisons d'égalité entre les candidats, aucune question relative au projet ne sera débattue lors des visites, la seule procédure étant celle définie à l'article 6.1.

Lors de l'attente et au cours de la visite il est demandé aux participants de respecter les distances de protection et gestes barrières, visant à limiter la propagation du virus COVID 19 :

<https://www.iledefrance.ars.sante.fr/coronavirus-covid-19-eviter-la-propagation-du-virus>



Annexe 1 au Règlement de la consultation
(A REMPLIR PAR LE CANDIDAT ET L'ACCOMPAGNANT DE L'OPPIC OU DE L'ECOLE DU LOUVRE)

Opération : Réaménagement partiel de l'Ecole du Louvre
Porte Jaujard – 75001 Paris

ATTESTATION DE VISITE PREALABLEMENT A LA REMISE D'UNE OFFRE

Je soussigné(e) M / Mme

De l'entreprise

Candidat au lot

Atteste sur l'honneur avoir effectué, préalablement à l'établissement de l'offre, une visite de l'ensemble des ouvrages décrits dans le Dossier de Consultation des Entreprises relatif à l'opération de réaménagement partiel de l'Ecole du Louvre, à Paris 1^{er} arrondissement.

A cette occasion j'ai pu prendre connaissance de l'état apparent des ouvrages concernés par les travaux ainsi que des conditions physiques et des sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès et abords.

A le

Signature et Cachet :

Signature et Cachet du représentant du service de l'accueil, de l'assistance technique et de la sécurité de l'Ecole du Louvre ou du représentant de l'OPPIC :